

GRAIN

en 2014

*Pour des systèmes alimentaires
gérés par les communautés
et fondés sur la biodiversité*



À propos de GRAIN

GRAIN est une petite organisation internationale décentralisée qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité. Ce soutien revêt des formes diverses : recherche et analyse indépendantes, constitution de réseaux au niveau local, régional et international, coopération active et formation d'alliances avec les mouvements sociaux.

Depuis 25 ans, GRAIN joue un rôle essentiel dans le mouvement mondial qui s'oppose à l'emprise des grandes sociétés sur l'alimentation et les moyens de subsistance des peuples. Dans le monde entier, les gouvernements réservent leur attention et les aides à l'agriculture industrielle et aux chaînes d'approvisionnement alimentaire qui sont aux mains des grandes entreprises.



L'équipe et le conseil d'administration de Grain en 2014.

Page de couverture: Riziculteurs en Malaisie. Les petits producteurs produisent la majorité de l'alimentation mondiale avec moins d'un quart de la superficie agricole mondiale. (Photo : CEphoto, Uwe Aranas CC-BY-SA-3.0)

Malheureusement, ce modèle ne fait aucun cas des petits producteurs ni de la complexité de leurs systèmes de production et de distribution qui nourrissent pourtant l'humanité depuis plus de 12 000 ans. Aujourd'hui, près d'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim à cause, notamment, d'un système alimentaire industriel qui préfère tirer profit des marchés mondiaux que de nourrir les populations. Parmi ceux qui souffrent de la faim, soixante-dix pour cent sont des petits producteurs, ce qui illustre de façon irréfutable le dysfonctionnement du système.

GRAIN est connu avant tout pour son travail d'information stratégique et son analyse incisive des grandes évolutions dans ce domaine. Mais nous soutenons aussi de façon active les mouvements sociaux qui cherchent à établir la souveraineté alimentaire et à mettre en place des systèmes alimentaires et agricoles plus diversifiés et nous nous efforçons d'établir des liens entre les divers mouvements.

Le travail de GRAIN s'articule actuellement autour de quatre thèmes étroitement liés :

- Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial
- L'accaparement des terres
- Le contrôle des semences par les populations
- La crise climatique et l'agriculture

La présente publication passe en revue les activités de GRAIN et les résultats obtenus en 2014. Nous avons choisi des exemples de nos travaux les plus importants et des réflexions sur nos activités et leur impact. Une présentation plus complète de nos activités, publications et réalisations est disponible sur le site Internet de GRAIN. Nous espérons que ce rapport donnera une idée de ce que nous avons réalisé et appris en 2014 et des défis qu'il nous reste à affronter.

Ce document est également disponible sur le site Internet de GRAIN à l'adresse suivante : grain.org/e/5216

L'année 2014 : un aperçu

« L'année a été remarquable pour GRAIN tant au niveau de la documentation que du travail considérable réalisé sur les problèmes traités », a écrit l'un de nos partenaires en décembre dernier. L'année a été effectivement intense pour nous, sur de nombreux fronts. En 2014, nous avons publié un grand nombre de documents de recherche et d'information, tout en étant engagés dans la construction et la mise en réseau de multiples mouvements.

Dans le contexte de notre programme de remise en cause du pouvoir des grandes entreprises sur le système alimentaire industriel, nous nous sommes penchés sur la menace croissante que représentent les plantations de palmiers à huile sous les tropiques et avons examiné leur impact sur les communautés rurales. Sur la question de l'accaparement des terres, nous avons publié un rapport majeur montrant comment les petits paysans produisent aujourd'hui encore la plus grande partie de l'alimentation mondiale, mais sur des surfaces de plus en plus réduites, inférieures actuellement au quart de la superficie agricole du globe. Nous avons également coopéré avec les mouvements sociaux contre les nouvelles lois sur les semences qui restreignent, voire criminalisent, le droit des agriculteurs locaux à utiliser, développer et partager leurs semences. Nous avons en outre mis au point des documents éducatifs illustrant le lien entre le système alimentaire et le changement climatique.

Du point de vue organisationnel, 2014 a été une année de consolidation pour GRAIN. Nous avons continué à bâtir notre équipe, en intégrant un nouveau responsable de programme pour l'Afrique basé au Ghana et une personne à Barcelone pour assister le responsable finances. Avec une équipe d'une douzaine de personnes dans le monde et le soutien de plusieurs volontaires et consultants, nous avons le sentiment d'avoir mis en place une base de ressources humaines équilibrée pour réaliser l'ambitieux programme de GRAIN.

Au cours des dernières années, la mise en place d'alliances et le travail coopératif sont devenus pour GRAIN une stratégie de plus en plus importante, comme l'illustrent notre collaboration avec Via Campesina, le mouvement

paysan mondial, la poursuite de notre participation à l'Alianza Biodiversidad en América latina, ou plus récemment notre engagement dans l'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique.

Mais il nous reste de nombreux défis à affronter. Le plus grand défi provient de l'hostilité croissante des politiques et des grandes entreprises. Cette hostilité peut se traduire par l'assassinat brutal de partenaires qui se battent pour leurs terres, la criminalisation de paysans simplement désireux de maintenir la diversité des semences dans leurs champs, aussi bien que par la marginalisation ou la récupération de ceux qui proposent des alternatives sérieuses pour répondre à la crise climatique. À GRAIN, nous nous démenons et réfléchissons constamment à la manière de faire face à ces défis et nous entendons bien continuer à élaborer de nouvelles stratégies et préparer de nouvelles actions dans les années à venir.



Le système alimentaire des grandes entreprises

Dans cette partie de son programme, GRAIN s'attaque aujourd'hui au contrôle de plus en plus étroit des grandes entreprises sur le système alimentaire international.

Durant 2014, nous avons travaillé simultanément sur trois axes : la pression exercée par les grandes entreprises pour étendre les plantations de palmiers dans le monde et tout particulièrement en Afrique, le rachat par les grandes entreprises des commerces de détail et des marchés alimentaires en Inde, et les forces cachées derrière les plans d'économie "verte" en Amérique latine.

Les grandes entreprises et le palmier à huile en Afrique

Vers la fin de 2013, nous avons participé à une **réunion à Calabar, au Nigeria, sur l'expansion mondiale des plantations d'huile de palme** où se sont retrouvées des organisations locales de toute l'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'ailleurs. Nous nous sommes engagés à les aider à mener des recherches pour illustrer les ravages de cette expansion dans les communautés rurales et l'environnement au niveau mondial.

*Producteurs d'huile de palme traditionnelle au Liberia : une nouvelle vague d'investissement menace d'éroder la souveraineté alimentaire et chasse les paysans de leurs terres.
(Photo: Cargo Collective)*



Après plusieurs mois de recherche collaborative, nous avons publié *Planète huile de palme*, un rapport sur l'expansion actuelle des grandes plantations industrielles de palmiers à huile dans le monde et les forces qui sont derrière ; le rapport montre en même temps l'importance de la production d'huile de palme traditionnelle en Afrique de l'Ouest. Dans le même registre, nous avons publié une étude de cas des investissements du milliardaire indien Chinnakannan Sivasankaran, l'un des acteurs les plus actifs du secteur privé dans la ruée sur les terres agricoles. “*Comment nourrir le 1 %*” montre ce qui se passe quand la spéculation financière commence à s'intéresser à l'agriculture. Des informations et analyses complémentaires issues de cette recherche ont été partagées avec les groupes locaux en Indonésie, en Inde et dans de nombreux pays d'Afrique, pour les aider à comprendre la situation.



Légumes frais au marché Chandi Chowk à Delhi. Les petits commerçants asiatiques sont la face visible des systèmes alimentaires locaux qui garantissent l'approvisionnement et la distribution

de la nourriture produite dans des millions de petites fermes disséminées sur le continent. (Photo: Visual Banquet)

La mainmise des grandes entreprises sur la consommation en Asie

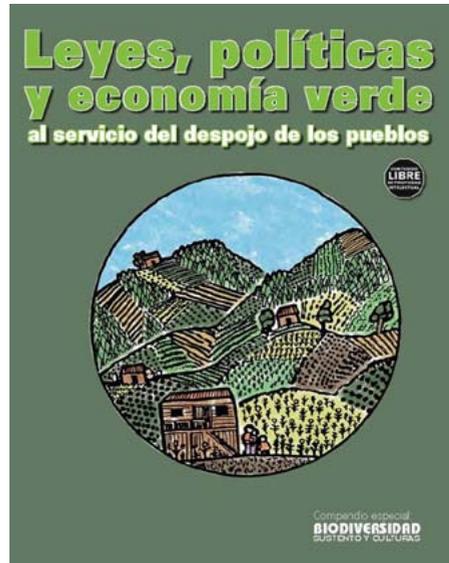
En septembre, nous avons sorti le rapport “*La grande braderie de la souveraineté alimentaire*”, révélant comment la rapidité de l'expansion des grands supermarchés en Asie prive les paysans, les petits producteurs et les commerçants de leurs revenus et exerce une influence toujours plus forte sur ce que mangent les gens. Le rapport a été traduit en bahasa et en thaïlandais pour pouvoir servir aux groupes locaux.

Peu après la sortie du rapport, nous avons rassemblé 30 participants issus de sept pays de cette partie du monde, représentant des syndicats de vendeurs de rue, des organisations d'agriculteurs, des ONG et des réseaux de recherche régionaux impliqués dans ce domaine, pour un atelier de deux jours et une présentation publique. Beaucoup d'entre eux avaient collaboré avec nous pour permettre la publication du rapport et l'atelier s'est avéré un moyen utile pour approfondir la discussion, partager les expériences et aider à lancer de nouvelles idées de recherche et de nouvelles campagnes.

Nous avons aussi publié **“Il faut défendre le lait populaire en Inde”**, une mise à jour de notre rapport de 2011 **“La grande arnaque du lait”**. Ce rapport s'intéresse à l'Inde où un réseau très actif de petits producteurs laitiers et de coopératives est menacé par les accords de libre-échange et les politiques d'investissement libérales.

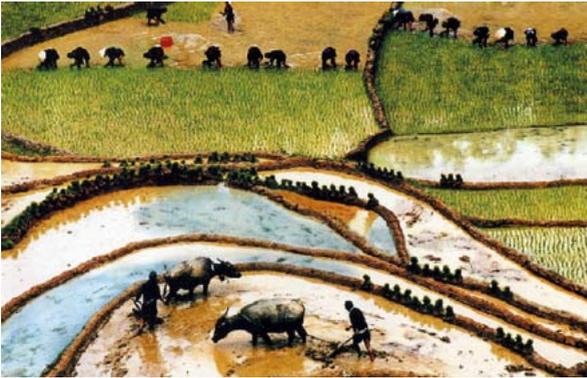
“L'économie verte” en Amérique latine

Le nouveau discours sur l'“économie verte” revient sans cesse dans la bouche des gouvernements comme dans celle des grandes entreprises, en particulier en Amérique latine. Avec nos partenaires de la région, Alianza Biodiversidad, le World Rainforest Movement et les Amis de la Terre d'Amérique latine, nous avons publié **“Leyes, políticas y economía verde al servicio del despojo de los pueblos”** [Les lois, les politiques et l'économie verte au service de la dépossession des peuples – disponible en espagnol]. Le livre fournit une analyse en profondeur de la manière dont le recours à l'idée de l'économie verte sert à dissimuler les visées expansionnistes des grandes entreprises dans cette région et dans le reste du monde.



L'accaparement des terres

Cette partie de notre programme rassemble tout le travail de GRAIN sur l'accaparement des terres et les autres questions foncières.



*Les petits paysans produisent la majorité de l'alimentation mondiale sur moins d'un quart de la superficie agricole du globe, et cette portion congrue est en train de rétrécir rapidement.
(Photo: Bruce Nordstrom)*

À l'occasion de l'inauguration de l'Année internationale de l'agriculture familiale, le directeur-général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a annoncé que les fermes familiales occupaient la majorité des surfaces agricoles dans le monde, un incroyable pourcentage de 70 %, selon ses collaborateurs. Cette affirmation ne cadrait pas avec les échos que nous recevions de nos partenaires dont beaucoup sont impliqués au jour le jour dans les luttes foncières.

Nous avons donc décidé de voir ce qu'il en était. Nous avons examiné les données des recensements agricoles de tous les pays où elles étaient disponibles, nous les avons croisées avec des données provenant d'autres sources et nous sommes arrivés à des conclusions très différentes, qui contredisaient sévèrement les affirmations de la FAO. Les petites fermes qui produisent la majorité de la nourriture mondiale sont actuellement reléguées sur moins d'un quart de

la superficie agricole de la planète, et même moins d'un cinquième, si l'on exclut la Chine et l'Inde.

Avant de publier le rapport et les données, nous avons diffusé un papier préliminaire à des dizaines de chercheurs et de leaders paysans dans le monde entier pour avoir leurs réactions. “Affamés de terres : les petits paysans nourrissent le monde avec moins d'un quart de l'ensemble des terres agricoles” a finalement été publié en mai, avec une base de données soigneusement référencée par pays.

Le rapport de GRAIN “Affamés de terres” dans les médias

Notre rapport foncier de 2014 a été bien répercuté dans les grands médias :

- *Le Guardian* a publié un article “**Corporate stranglehold of farmland a risk to world food security**” [en anglais], qui a été largement diffusé et repris par d'autres journaux et sites Internet.
- *IPS* a publié “**Small farmers' loss of land increases world hunger**”. [en anglais]
- *Reuters* a publié un papier d'opinion sur la question, “**Telling family farming fairy tales**”. [en anglais]
- Le journal mexicain *La Jornada* a dédié une **analyse** à notre rapport. [en espagnol]
- *The Ecologist* l'a qualifié de “**Land reform in reverse**” [en anglais].
- Le magazine américain *The Speaker* a couvert le rapport de façon exhaustive et même inclus un entretien avec l'un des auteurs.
- L'Institut *Unisinós* au Brésil a traduit **notre rapport** et notre **communiqué de presse** en portugais, ce qui a permis une large diffusion dans le pays.



Nous avons diffusé une **déclaration commune** de nos résultats avec Via Campesina et Reuters a publié notre article d'opinion, "**Les belles histoires de l'agriculture familiale**", qui demande à la FAO de cesser de répandre des messages prêtant à confusion et de faire quelque chose.

L'un des éléments importants de notre combat contre l'accaparement des terres est de soutenir les organisations qui travaillent avec les communautés locales pour les aider à lutter contre les transactions foncières qui menacent leur vie et leurs moyens de subsistance. Tout au long de l'année, nous avons été en contact avec des activistes, des communautés et des organisations dans beaucoup de régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et nous les avons aidés à mettre en place des réseaux, afin qu'ils aient davantage de soutien et de visibilité au niveau international. Voici quelques exemples de nos actions de 2014 :

- Nous avons aidé à apporter plus de visibilité à la **longue lutte contre l'accaparement des terres en Indonésie** : au centre de cette lutte, les villageois de Buol, dans la province de Sulawesi central, qui se battent depuis plus de 20 ans.
- Nous avons suivi le cas de l'**activiste camerounais Nasako Besingi, au tribunal pour avoir protesté pacifiquement contre Herakles Farms, un accapareur de terres de Wall Street** dont nous avons déjà parlé l'an dernier. Nous avons été en contact direct avec Nasako pour le soutenir. En juin, nous avons publié un **communiqué de presse** avec l'Oakland Institute et le World Rainforest Movement exigeant qu'Herakles et le gouvernement camerounais retirent leurs charges contre Nasako et ses camarades activistes.
- En octobre, nous avons publié un **entretien avec Erastus Odindo, un paysan kenyan**, dont la communauté se bat depuis plus de dix ans pour récupérer les terres et l'eau dont s'est emparée l'entreprise américaine Dominion Farms.



Abdulah Rahman, leader syndical à la plantation de 22 000 ha de PT Hardaya à Buol, en Indonésie. (Photo: Pietro Paolini / Terra Project)

Pour renforcer encore le mouvement de défense de la terre, nous avons organisé en juin à Nairobi une consultation sur l'accaparement des terres avec des partenaires africains, afin d'évaluer la situation actuelle des mouvements sociaux de résistance à l'accaparement des terres en Afrique et de discuter des stratégies futures. Nous avons pu ainsi avoir des retours sur notre travail et sur les orientations à suivre à l'avenir.

Les accapareurs en prison

Au Sénégal, nous avons continué à soutenir le Collectif Ndiaël, qui représente les personnes touchées par le projet Senhuile-Senethanol. Le collectif s'oppose à l'accaparement de 20 000 hectares dans la Réserve de Ndiaël, et avec le soutien du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), ENDA Pronat, ActionAid, Re:Common et l'Oakland Institute, il **a lancé un appel urgent** à l'actionnaire majoritaire du projet, le groupe italien **Tampieri Financial Group**, pour qu'il se retire du projet. **Le directeur général et le directeur des opérations de Senhuile ont tous deux été licenciés, arrêtés et écroués** pour détournement de fonds. Notre projet de recherche de 2013 a été largement responsable de ce développement. Nous avons appris par les communautés que Senhuile raconte que notre recherche et son impact sur les médias avaient « brisé » l'entreprise, qui a depuis engagé un spécialiste de responsabilité sociale des entreprises pour essayer de renverser la situation, mais le succès n'est pas assuré.



Ardo Sow, éleveur du Sénégal, explique comment Senhuile a mis la main sur 20 000 ha de terres dans la Réserve de Ndiaël.

Une épine de plus en plus douloureuse dans le pied de Karuturi

Clinique dans la ferme kenyane de Karuturi : une situation pas terrible. (Photo: GRAIN)



Depuis 2008, GRAIN surveille et dénonce les cas d'accaparement des terres perpétrés en Éthiopie par la multinationale indienne Karuturi, un des plus gros accapareurs de terres d'Afrique. Le groupe a une exploitation de floriculture en Inde, une autre au Kenya et plusieurs en Éthiopie. En Éthiopie, l'entreprise a obtenu 310 000 ha du gouvernement sans le consentement des personnes qui y vivent, ce qui a provoqué de terribles déplacements et a été source de destruction et de violence.

Au début de 2012, nous avons fait équipe avec le réseau Tax Justice Network (international/Kenya), l'Organisation pour la survie des Anuak (Éthiopie/R-U), Forum Syd (Kenya/Suède) et le Comité de coordination des paysans du sud de l'Inde (Inde/Via Campesina) pour exposer le fait que les autorités kenyanes poursuivaient en secret Karuturi pour évasion fiscale. Après des batailles juridiques et des mobilisations de rue, Karuturi a perdu sa ferme du Kenya et celle-ci a été placée sous administration judiciaire au début de 2014 : **“Pour Karuturi, figure emblématique de l'accaparement des terres, c'est le fiasco”**.

Quelques mois plus tard, notre groupe s'est retrouvé à Nairobi et avec de grands journalistes kenyans, nous sommes allés voir des ouvriers de l'exploitation floricole de Karuturi, avons parlé à des leaders politiques locaux, rencontré des conseillers fiscaux, des syndicalistes et des représentants du gouvernement. Nous avons réaffirmé la nécessité d'aller plus loin, pour tenter de comprendre et d'exposer l'ampleur de l'évasion fiscale commise par Karuturi et les passe-droits dont il a profité, et pour prolonger ce partenariat unique et efficace qui est le nôtre.

Le contrôle des semences par les peuples

En 2014, une grande partie de notre travail s'est focalisée sur la résistance aux lois sur les semences qui accordent un pouvoir exclusif aux grandes entreprises, tout en limitant les possibilités pour les petits paysans de garder, d'échanger et de continuer à développer leurs propres semences.



La résistance populaire a forcé le gouvernement du Guatemala à annuler une loi faisant adhérer le pays à la Convention UPOV (Photo: Raúl Zamora)

Partout sur la planète, la pratique consistant à garder les semences d'une année à l'autre, et qui est fondamentale pour les paysans, est transformée en délit, pour qu'une poignée de grandes multinationales puisse s'appropriier les semences et en faire de l'argent. GRAIN a publié une mise à jour des données et de sa synthèse révélant comment les accords de libre-échange sont en train de privatiser les semences dans le monde entier : c'est ce que nous avons appelé "**Les accords commerciaux criminalisent les semences de ferme**". Ce matériel a été très largement diffusé et utilisé dans les campagnes relatives au commerce et aux semences.

Quand les pressions ont commencé à s'exercer pour faire approuver – dans plusieurs pays simultanément – le soja résistant à l'herbicide 2,4D, nous avons sorti le rapport **Soja 2,4 D : guerre menée contre les paysans**. Le rapport passe

en revue les négociations menées pour faire approuver ce soja et analyse les mouvements d'opposition qui ont émergé. En Argentine, nous avons consacré beaucoup de temps et d'énergie à soutenir la lutte contre ce soja. Notre rapport a été largement diffusé par les organisations du Red por una América Latina Libre de Transgénicos [le Réseau pour une Amérique latine sans OGM], l'Alianza Biodiversidad et les mouvements paysans de la région.

La Fondation Gates sur la sellette

Quand nous travaillons avec des partenaires africains, on nous demande souvent de fournir plus d'information sur le rôle de la Fondation Gates dans la région. La Fondation mène une campagne de relations publiques très active destinée à montrer combien elle apporte aux petits paysans de la région, mais l'expérience qu'en ont nos partenaires est souvent assez différente.

Nous avons donc commencé à éplucher les registres de la Fondation et publié en novembre un rapport et un set de données sur la question : **“Comment la Fondation Gates dépense-t-elle son argent pour nourrir le monde ?”** Les documents contenus dans le rapport montrent comment la plus grande partie de l'argent de Gates va aux instituts de recherche et aux universités des pays du Nord, comment le but est principalement de promouvoir les technologies de pointe, et comment la Fondation est directement impliquée dans les efforts déployés pour faire adopter en Afrique des lois sur les semences favorables aux grandes entreprises. Nos données et notre analyse ont été largement diffusées parmi les mouvements sociaux et dans les médias. **Le Guardian a publié un article** sur le rapport, article dans lequel Gates donne une première réponse. Un peu plus tard, **Reuters a publié un article** dans lequel Gates “réfute” notre rapport. AGRA, qui est l'organisation “de terrain” de Gates en Afrique, **a elle aussi fait une déclaration**. Nous pensons que ce genre de débat est utile, car il aide les mouvements sociaux et les mouvements paysans de la région à comprendre le véritable rôle de la Fondation Gates en Afrique.

“¡No toquen nuestro maíz!”

[Ne touchez pas à notre maïs !] est un livre publié en espagnol en juin 2014 et qui passe en revue les années de lutte contre l’introduction forcée des OGM au Mexique. Il relie les luttes pour les semences au procès international du Tribunal Permanent des Peuples



dans ce pays ; il offre une présentation détaillée de la manière dont les grandes entreprises s’emparent des terres, des semences et de l’eau et montre comment les populations résistent. Dans un autre livre, *Leyes de semillas y otros pesares*, nous nous sommes penchés sur les mouvements de résistance latino-américains aux lois semencières favorables aux grandes entreprises. GRAIN a soutenu plusieurs mobilisations au Venezuela, au Chili, au Nicaragua, en Argentine et en République dominicaine.

Notre article d’opinion, “*No agrobiodiversity without peasants*”, publié dans le magazine *Farming Matters*, concluait que les gouvernements et les accords intergouvernementaux sur l’agrobiodiversité n’améliorent pas les droits des paysans ni ceux des autochtones. Bien au contraire, les paysans qui aujourd’hui maintiennent en vie la biodiversité agricole sont menacés par la rapidité de l’expansion de l’agriculture industrielle. Il nous faut lutter pour imposer la souveraineté alimentaire si nous voulons préserver l’agrobiodiversité locale.

En Afrique nous avons été particulièrement actifs cette année en soutenant la nouvelle Alliance pour la Souveraineté Alimentaire en Afrique. L’AFSA devrait jouer un rôle important dans les combats à venir. Durant l’atelier organisé en juillet au Togo par l’AFSA, GRAIN a présenté ses recherches sur les récents cas d’accaparement des terres en Afrique et proposé des stratégies pour les prochains combats. En novembre, nous avons participé à une réunion de l’atelier sur les questions foncières (Land Working Group) de l’AFSA en Éthiopie : GRAIN a là encore fourni des éléments de recherche et d’information et contribué à la mise en réseau des acteurs locaux et des luttes au niveau national. Au fil

de l'année, nous avons travaillé avec l'AFSA pour produire un rapport commun sur les changements concernant les lois foncières et semencières en Afrique, lois qui ont pour objectif de faciliter l'entrée des grandes entreprises sur le marché. Ce rapport intitulé "Remise en cause des lois foncières et semencières" a été publié conjointement avec l'AFSA au début de 2015.

GRAIN participe aussi à un projet financé par l'AgroEcology Fund aux États-Unis, avec Via Campesina et ETC Group. Nous pouvons ainsi soutenir directement le mouvement mondial des petits paysans dans son travail agroécologique. Avec Via Campesina, nous avons préparé [un livret, un poster et une base de données sur la situation relative aux lois semencières dans le monde](#) qui ont été publiés au début de l'année 2015.

Soutenir les écoles d'agriculture en Amérique latine

GRAIN a continué cette année à soutenir la CLOC [Coordination latino-américaine des organisations rurales] pour mettre en place des écoles d'agroécologie et de semences. Nous avons aidé la CLOC à présenter un projet concernant une série d'écoles de semences en Amérique latine à des donateurs nord-américains. L'un d'eux a accepté de soutenir l'École pour l'Amérique du Sud qui a démarré en septembre dans le sud du Brésil. Deux membres de GRAIN ont participé en tant que personnes-ressources et ont aidé à faire les plans de l'école, mettre en place ses activités et fournir un soutien administratif. Cette action dont l'objectif principal est la multiplication et la reproduction de semences, était une étape importante de la campagne mondiale de semences menée par Via Campesina. Nous avons l'intention de poursuivre notre engagement avec plusieurs activités de prolongement dans les années à venir.

GRAIN s'est également occupé activement d'établir une école d'agroécologie pour les femmes au Chili. Nous avons participé au processus de conception et avons fourni du matériel de formation, d'éducation et de recherche pour plusieurs activités d'initiation.

La souveraineté alimentaire comme remède à la crise climatique

La crise climatique et la crise alimentaire sont intimement liées et le système alimentaire industriel – de la ferme au supermarché – contribue largement à ces deux crises. GRAIN, comme ses partenaires, soutient que la souveraineté alimentaire est un moyen de renverser la vapeur.

GRAIN a calculé que près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre de la planète proviennent du système alimentaire industriel et que pour pouvoir corriger la tendance, nous allons devoir nous tourner vers les petits paysans et les marchés locaux. En 2011, nous avons publié un [rapport](#) qui passait en revue les données sur ce sujet et en 2013, nous avons publié [un chapitre dans le Rapport annuel de la CNUCED sur le commerce et l'environnement](#) dans lequel nous montrions également comment une gestion durable du sol par les petits producteurs peut capter d'énormes quantités de carbone dans le sol.

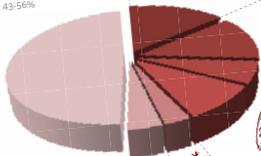
Ce message pourtant d'une importance cruciale est trop souvent ignoré durant les négociations intergouvernementales sur la question. Avec Via Campesina et ETC Group, nous avons publié une lettre ouverte appelant à l'action : [“Encore un rapport de l'ONU qui appelle au soutien de l'agriculture paysanne et de l'agroécologie : c'est le moment d'agir”](#).

Pendant la préparation des négociations sur le climat qui se sont tenues à Lima en décembre 2014, nous avons décidé de préparer du matériel éducatif pour faire passer notre point de vue et convaincre les décideurs politiques de faire

Comment le système alimentaire industriel contribue à la crise climatique

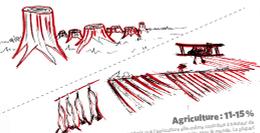
Entre 44% et 57% du total des émissions de GES proviennent du système alimentaire mondial

Autres émissions non liées à l'alimentation : 43-56%



Déforestation: 15 à 18%

Le système alimentaire industriel contribue à la déforestation mondiale par la demande croissante de terres agricoles et de terres pour l'élevage. Les terres forestières sont converties en terres agricoles, ce qui entraîne la libération de carbone stocké dans les arbres et le sol.



Agriculture: 11-15%

Le système alimentaire industriel contribue à la crise climatique par la production de gaz à effet de serre, notamment le méthane issu de l'élevage et le protoxyde d'azote issu des engrais azotés.

Transports: 5-6%

Le système alimentaire industriel contribue à la crise climatique par le transport des produits agricoles et des aliments transformés sur de longues distances.

Transformation et emballage: 8-10%

Le système alimentaire industriel contribue à la crise climatique par la consommation d'énergie et l'utilisation de produits chimiques dans la transformation et l'emballage des aliments.

Déchets: 3-4%

Le système alimentaire industriel contribue à la crise climatique par la production de déchets alimentaires et d'emballages.

Compilation et vente au détail: 2-4%

Le système alimentaire industriel contribue à la crise climatique par la consommation d'énergie et l'utilisation de produits chimiques dans la compilation et la vente au détail.

Comment le système alimentaire industriel contribue à la crise climatique

Souveraineté alimentaire: refroidir la planète et nourrir sa population

02. UNE AGRICULTURE NATURELLE, SANS PRODUITS CHIMIQUES

L'usage de produits chimiques dans l'agriculture contribue à la crise climatique par la consommation d'énergie et l'émission de gaz à effet de serre.

03. RÉDUIRE LES « KILOMÈTRES ALIMENTAIRES » ET PRIVILÉGIER LES ALIMENTS FRAIS

Le transport des aliments sur de longues distances contribue à la crise climatique par la consommation d'énergie et l'émission de gaz à effet de serre.

04. RENDRE LA TERRE AUX AGRICULTEURS ET ARRÊTER LES MEGA-PLANTATIONS

Les mega-plantations contribuent à la crise climatique par la déforestation et la conversion des terres agricoles en terres forestières.

05. OUBLIER LES FAUSSES SOLUTIONS, SE CONCENTRER SUR CE QUI FONCTIONNE

Il est important de se concentrer sur les solutions qui fonctionnent pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la sécurité alimentaire.

Souveraineté alimentaire : 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population

quelque chose. **“La solution au changement climatique passe par nos terres”**, un article d'opinion écrit de concert avec Via Campesina, fait le lien entre la crise climatique et l'inégalité de l'accès à la terre. Nous avons aussi produit une infographie qui explique comment des politiques de soutien aux marchés locaux et à l'agriculture écologique pourraient réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre en quelques dizaines d'années : **“Souveraineté alimentaire : 5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population”**. Ces deux documents ont été largement diffusés et utilisés pendant les négociations et la mobilisation populaire qui s'était organisée autour. Nous prévoyons de les compléter et de les utiliser en 2015 durant les mobilisations prévues en amont du Sommet climatique de Paris qui doit démarrer fin novembre.

Pendant 2014, nous avons également travaillé avec le World Rainforest Movement (WRM) pour démarrer une première étude de portée des projets

REDD+ en Afrique et de leur impact sur l'agriculture. Ceci a entraîné une collaboration avec des groupes malgaches et WRM à propos d'un projet REDD+ à Makira, à Madagascar. Nous sommes actuellement en train de mettre en place une proposition de projet commun où WRM travaillerait avec un groupe local à Madagascar pour mener une étude de terrain et des consultations avec la communauté affectée. Nous avons aidé à l'élaboration de cette proposition et à identifier des sources de financement. Nous sommes également en train d'écrire un rapport qui illustre comment les projets REDD+ privent les communautés de leurs terres et du contrôle qu'elles exerçaient sur leur production alimentaire. Une première version de ce rapport sera bientôt disponible.

GRAIN dans le Wall Street Journal

Après plusieurs entretiens et discussions, le Wall Street Journal a publié un article comparant les chiffres de GRAIN avec ce qu'en disent d'autres spécialistes : **“How much of world's greenhouse gas emissions come from agriculture?”** [en anglais seulement] Les responsables des Nations Unies sont d'accord avec nos données et nos conclusions, tandis que les représentants de l'industrie les remettent en cause :

*“L'agriculture pourrait sembler verte par définition, mais l'agriculture est responsable d'une grande quantité d'émissions de gaz à effet de serre quand on prend en compte la totalité de la production alimentaire. Généralement, les émissions de gaz à effet de serre provoquées par l'agriculture sont estimées représenter entre 11 et 15 % du total des émissions. Les estimations qui ont été discutées cette semaine au **Sommet des Nations Unies sur le climat** considèrent que ce chiffre se rapproche plutôt des 50 %. Les estimations viennent de GRAIN, une fondation de recherche internationale à but non lucratif qui a contribué au Rapport de l'ONU. Les données existantes sur les émissions mondiales ont été analysées pour déterminer l'ampleur véritable des émissions agricoles.”*

Information & communication – l'essence même de notre travail

“ L'année a été remarquable pour GRAIN, tant au niveau de la documentation que du travail considérable réalisé sur les problèmes traités ”, a écrit l'un de nos partenaires en décembre. En effet, l'année 2014 s'est avérée une année fort prolifique en termes de production du matériel destiné à nos partenaires et au grand public. Quatre rapports de recherche substantiels, quatre numéros de la série “À contre-courant”, 16 autres publications, trois sets de données détaillés et quatre numéros de chacun des deux magazines trimestriels auxquels nous contribuons.

La communication est une préoccupation et une activité centrales pour toute l'équipe de GRAIN. Il ne sert pas à grand-chose de publier des matériaux, si nous ne nous assurons pas que les gens puissent y avoir accès pour les utiliser. Le site Internet de GRAIN est un outil essentiel pour ce faire et grain.org a encore été amélioré en 2014. Nous avons eu presque 409 000 visiteurs uniques l'an dernier, ce qui représente quelque 1 100 visiteurs par jour.

Mais GRAIN gère aussi d'autres sites Internet. Bilaterals.org a célébré son 10^e anniversaire avec une refonte du site et l'adjonction de nouveaux sujets d'intérêt. Il a reçu 683 000 visites en 2014 et compte désormais près de 8 000 abonnés à son bulletin hebdomadaire. Farmlandgrab.org est un autre site géré par nos soins : il a reçu plus de 220 000 visites en 2014 et 8 000 personnes sont abonnées à son bulletin hebdomadaire.

Nous avons également continué à maintenir une présence sur Facebook et Twitter, avec l'objectif d'atteindre des personnes que nous ne parvenons pas à toucher autrement et de les aider à accéder à notre site Internet. Nous avons réussi à doubler le nombre de nos abonnés (followers), soit près de

1 000 personnes, sur notre compte Twitter en 2014. Notre page Facebook a également attiré l'attention et le nombre de "Like" est passé de 3 000 à 5 300 au cours de l'année.

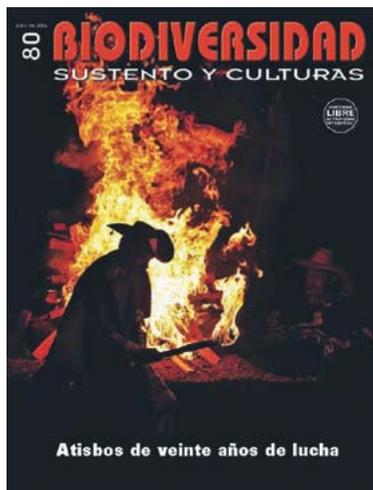
Les listes de diffusion de GRAIN en 2014

	Nouveaux abonnés 2014	Total des abonnés à la fin de l'année
Nouveautés de GRAIN (total)	1.254	15.617
New from GRAIN (anglais)	572	7.464
Novedades de GRAIN (espagnol)	380	4.986
Nouveautés de GRAIN (français)	302	3.167
farmlandgrab.org weekly	831	8.018
bilaterals.org weekly	844	7.964
GRAIN liste presse	23	535
Total	2.952	32.134

Alianza Biodiversidad : 20 ans

Quatre fois par an durant les 20 dernières années est paru un nouveau numéro de **Biodiversidad** : le magazine couvre les grands problèmes liés à la défense des semences, la protection de la biodiversité pour la subsistance et la souveraineté alimentaire, et la défense des territoires par les peuples autochtones et les communautés paysannes.

La publication a démarré en septembre 1994 : c'était un projet commun de REDES-AT et de GRAIN. Elle est aujourd'hui la responsabilité de l'Alianza Biodiversidad, un groupe de 10 organisations qui co-publient et distribuent le magazine sur tout le continent du Mexique au Chili, à l'Argentine et l'Uruguay.



Pour l'édition historique des 80 ans du magazine, un **numéro spécial** est sorti, qui passe en revue 20 ans de lutte : il revient sur les tentatives incessantes de privatisation des semences par le biais des Droits de propriété intellectuelle, l'imposition des OGM pour servir les intérêts des grands entreprises et la résistance des peuples à toutes ces dérives.

Biodiversidad, sustento y culturas est devenu un outil essentiel pour les mouvements sociaux sur tout le continent ; il est distribué à l'occasion de centaines de réunions, d'ateliers et de congrès, ce qui lui permet un large accès aux communautés et aux territoires où les gens formulent leurs propres propositions et prennent leur destinée en main.

L'anniversaire de bilaterals.org

bilaterals.org, projet collaboratif et site Internet en publication ouverte, a eu 10 ans en septembre 2014. GRAIN avait aidé à lancer ce projet et continue à y participer quotidiennement. Au fil des ans, l'équipe qui gère bilaterals a mis en place et maintenu un site trilingue dont le but est d'informer et de soutenir les mouvements de résistance populaire aux accords de commerce et d'investissement bilatéraux, qui sont des moteurs-clés du néolibéralisme (et des outils de pouvoir géopolitique) sur toute la planète. Les accords de libre-échange ont été pour le secteur de l'agrobusiness des outils particulièrement efficaces pour repousser les limites de la législation sur la propriété intellectuelle et forcer les pays à privatiser et lui donner le contrôle du marché des semences.

De nombreux groupes ont demandé à bilaterals.org d'héberger des campagnes relatives au commerce, telles que la campagne contre le TIPP (les négociations pour un accord commercial entre l'Europe et les États-Unis) qui prend de plus en plus d'ampleur ou contre l'ISDS (sur l'investissement). Nous envisageons de poursuivre l'expansion du site pour pouvoir accéder à ce genre de demande et il se peut que nous engagions un coordonnateur à cet effet.

L'organisation et les moyens de nous soutenir

Finances

Outre les revenus générés par nos publications, quelques honoraires et les donations, GRAIN est financé par des subventions provenant d'ONG, de fondations et - occasionnellement - de gouvernements et d'organisations intergouvernementales. Les donateurs soutiennent l'ensemble de notre stratégie ou bien des secteurs spécifiques de notre travail. Pour nous, il est absolument essentiel de pouvoir garder notre indépendance et nous nous attachons à diversifier la base de notre soutien financier. Ci-dessous un tableau de notre situation financière en 2014.

Revenus de GRAIN en 2014 (en euros)

Oxfam-Novib (NL)	215.750
Misereor/KZE (D)	227.532
Brot für Alle (CH)	60.000
Silicon Valley Trust Fund (USA)	54.530
Brot für die Welt (D)	50.000
SwedBio (S)	45.319
Swift Foundation (USA)	25.712
Project EJOLT UE	29.887
Top Fund de la Marin Community Foundation (USA)	29.232
Swissaid (CH)	25.000
Agroecology Fund (USA)	18.658
CFH Foundation (USA)	10.906
Autres revenus (petites subventions et donations, publications, etc.)	47.689
Total	840.215

L'équipe et le conseil d'administration

En 2014, l'équipe de GRAIN – basée principalement dans les pays du Sud – se composait de dix responsables de programme et de deux responsables financiers et administratifs. Nous avons travaillé également avec deux consultants qui nous aident pour le développement internet et la recherche de financements, ainsi qu'avec plusieurs bénévoles et stagiaires. GRAIN fonctionne comme un collectif, avec un système de gestion horizontale et des méthodes de prise de décision participatives.

GRAIN est administré par un **petit conseil d'administration** constitué de personnes dévouées à la cause et qui s'impliquent dans l'association à titre personnel. Le CA travaille en collaboration avec l'équipe pour ce qui est du développement et de la mise en œuvre du programme, et s'intéresse aussi aux questions administratives. Ses membres sont soumis à une rotation et un renouvellement réguliers.

Comment soutenir GRAIN

GRAIN est une petite organisation aux objectifs ambitieux. Notre but est de soutenir partout les luttes des paysans et des mouvements sociaux pour des systèmes alimentaires gérés par les communautés et fondés sur la biodiversité.

Nous avons besoin de vous pour préserver l'influence et l'autonomie de GRAIN. GRAIN travaille sur le terrain avec des groupes et des mouvements qui s'opposent de façon directe aux grandes entreprises, aux politiques et aux projets qui déplacent et criminalisent les paysans et leurs systèmes alimentaires. Nous mettons notre information et nos analyses gratuitement à la disposition de tous ceux qui en ont besoin.

Si vous lisez et que vous appréciez les travaux de GRAIN, pourquoi ne pas nous soutenir ? [cliquez ici pour voir comment nous aider.](#)



GRAIN rencontre le Pape

GRAIN a participé à une rencontre avec le Pape François, au sein d'une délégation de mouvements sociaux, afin de discuter des questions de terres, d'alimentation et d'agriculture avec le Pape, avec des membres de son Conseil pontifical Justice et Paix et avec l'Académie des Sciences du Vatican. Cette rencontre de trois jours a eu lieu à la fin octobre et était censée constituer une opportunité d'informer le Pape et certains de ses principaux conseillers des grandes questions, préoccupations et aspirations auxquelles sont confrontés les mouvements sociaux.

La rencontre fut une opportunité remarquable d'entendre parler des défis auxquels ont à faire face les travailleurs informels, les sans domicile et les mouvements de petits paysans dans le monde ; une chose encore plus remarquable est d'avoir pu transmettre toutes ces informations au Pape et aux autorités du Vatican. Il est encourageant d'entendre la haute hiérarchie de l'Église catholique – et surtout le Pape – parler des efforts que fait l'Église pour avoir une attitude plus ouverte et plus novatrice vis-à-vis de ces mouvements. Plus de 100 représentants des mouvements sociaux et quelque 50 évêques du monde entier ont pris part à cette rencontre. Avant et après la rencontre, GRAIN a aidé à la rédaction d'une déclaration exhaustive des positions et préoccupations des mouvements sociaux présents.

L'équipe de *GRAIN* en 2014



Bureau de la coordination de GRAIN:

Girona 25, principal • 08010 Barcelone • Espagne

+34 93 3011381 • www.grain.org

Suivez-nous sur Facebook | Twitter

Contact: Henk Hobbelink • Coordonnateur • henk@grain.org

